

La CGT tenait à préciser qu'aujourd'hui elle ne veut pas entendre parler de la crise pendant cette réunion qui est une négociation sur les salaires. Ce n'est pas aux salariés de payer l'austérité d'une politique expansionniste à excès de ses dirigeants.

La rigueur a cependant déjà débuté à Groupama. Si on regarde les tableaux de progression de la rémunération salariale depuis 2009, la direction a diminué les sommes qui revenaient aux salariés de 45 millions d'euros. Cette politique salariale s'est aussi traduite par :

- une diminution de l'enveloppe des sommes en euros distribuées aussi bien en augmentations collectives et individuelles alors que la masse salariale augmentait
- le pourcentage consacré aux augmentations collectives et individuelles qui a été diminué de 0,64 % qu'entre 2008 et 2011
- l'enveloppe de l'intéressement qui a perdu 22 millions d'euros entre 2009 et 2011
- les augmentations collectives qui ne représentent que 45 % de l'ensemble de l'enveloppe des augmentations

Il est bon de noter par contre que les mandataires sociaux du groupe et du comité de direction générale ont touché 8,6 millions d'euros en 2010.

Et lorsque l'on regarde l'évolution de la rémunération du premier responsable du groupe de +17,2 %, entre 2009 et 2010, la CGT pourrait, pour une égalité de traitement des salariés au regard de ce chiffre, demander la même augmentation.

Mais pour être sérieuse et honnête, la CGT pour l'année 2012 revendiquera une augmentation de + 5% avec un plancher de 150 euros mensuels soit 1950 euros annuels.

Elle propose aussi de fixer le salaire minimum de fonction

Classe	SMF annuel	SMF mensuel
1	22 100 euros	1 700 euros
2	23 251 euros	1 789 euros
3	26 431 euros	2 033 euros
4	31 369 euros	2 413 euros
5	36 998 euros	2 846 euros
6	48 269 euros	3 713 euros
7	64 376 euros	4 952 euros

La CGT revendique aussi que :

- l'allocation d'éducation parental soit de 100 % quel que soit le temps de travail du salarié
- redonner du sens à la grille de salaire en remettant les différents niveaux de qualifications par classe
- nous demandons que l'enveloppe des 14 millions d'euros consacré à l'intéressement soit remise dans l'enveloppe des augmentations générales
- les classes 7 fassent partis des augmentations collectives et n'en soient pas exclus comme le fait la direction depuis des années permettant de garder la cohérence des négociations